

Le débat

La Région de Bruxelles-Capitale fête ses vingt ans. Mais qu'en est-il de l'avenir ? Un Bruxellois, Alain Maskens, et un Wallon, Joseph Henrotte, offrent chacun leur vision. Comme dit le second, ce sera aux Bruxellois de choisir.

Bruxelles entre projet régional et partis communautaires

Alain Maskens

Coauteur du « Manifeste bruxellois »

Les États Généraux de Bruxelles inaugurent leur deuxième phase de travail : au sein de 16 débats publics répartis sur 8 soirées à partir du lundi 12 janvier, toutes les composantes d'un projet de Région ambitieux seront analysées en profondeur (1).

À cette occasion, j'aimerais mettre en exergue une dimension remarquable de ces États Généraux : entièrement portés par la société civile bruxelloise, ils regroupent celle-ci au-delà des barrières de langues. Ce projet est piloté par des associations francophones, néerlandophones, ou encore, pour la plupart, bilingues. Respecter les langues en présence, mais édifier un projet commun porteur d'avenir pour tous les habitants d'une région donnée, voilà le modèle de société auquel s'attachent les Bruxellois.

Le fossé qui sépare ce modèle de celui auquel se raccrochent aujourd'hui encore les principaux responsables politiques devient chaque année plus profond. Ces derniers – même à Bruxelles – restent organisés en communautés monolingues ancrées dans les symboles nationalistes du siècle dernier. Au lieu de se structurer en entités régionales, fédérées aux niveaux national et européen.

De part et d'autre, les agendas communautaires n'ont aucune sympathie pour les vraies priorités bruxelloises

Pour Bruxelles et son émancipation, la structure exclusivement linguistique des partis constitue un frein considérable : elle la prive d'un poids politique solide et d'un projet politique cohérent.

Ses principaux responsables politiques néerlandophones appartiennent à des partis qui se revendiquent encore toujours de la volonté de confédéralisme à deux avec mise de la capitale sous tutelle de la Flandre et de la Wallonie (vote du parlement flamand en 1999).

Quant aux responsables des partis communautaires francophones, leur principal mantra a été pendant deux ans : « *Nous ne sommes demandeurs de rien* »... alors que Bruxelles a tant à revendiquer, au nom de la seule justice ou de la cohérence institutionnelle. Ce fut – c'est encore toujours – également le mantra du « front francophone », confortant en somme les vœux des nationalistes de Flandre d'imposer un jeu à deux, dans lequel Bruxelles n'a pas sa place. On l'a d'ailleurs bien vu lorsqu'à nouveau, le dialogue institutionnel a exclu la Région bruxelloise en tant que telle, s'organisant entre le gouvernement de Flandre et les chefs des partis communautaires francophones.

De part et d'autre, on voit bien que les agendas communautaires n'ont aucune sympathie pour les vraies priorités bruxelloises. À com-

mencer par les drames humains qu'impose à certains de ses jeunes un système d'enseignement parmi les plus inégalitaires d'Europe. Ou encore l'injustice d'un financement structurel très largement déficitaire par rapport aux services rendus par la Région.

Face à cela, les préoccupations prioritaires – au point de bloquer toute avancée institutionnelle – des partis communautaires sont d'une part de scinder BHV, ou, d'autre part, de faire nommer trois bourgmestres en périphérie. Problèmes importants, certes, mais très secondaires si l'on prend en compte les problèmes quotidiens de la Région et de ses habitants.

Bruxelles mérite mieux. Sa société civile offre le modèle d'une communauté de destin aux composantes culturelles diverses. Elle se cherche un projet commun et ambitieux qui englobe tous ses habitants, au-delà des barrières de langue, au-delà de clivages sociaux et humains qu'elle essaie de dépasser. Elle invite dès lors « *tous les mandataires politiques bruxellois, quelles que soient les langues qu'ils parlent, à prendre acte de l'existence d'une véritable communauté des Bruxellois et à se donner pour tâche de la représenter dans sa totalité* », ainsi que l'exprimèrent dès 2003 le premier Manifeste Bruxellois (2) et, plus récemment, les 10.000 signataires de l'Appel « *Nous existons !* » (3). En fait, sur la base d'enquêtes rigoureuses, on peut estimer que la majorité des Bruxellois souhaitent pouvoir voter en faveur de listes bilingues ou plus largement représentatives de la diversité régionale.

Malheureusement, le système électoral actuel interdit les listes bilingues aux élections régionales. Même si cette disposition fut décidée en son temps pour de bonnes raisons, il faut aujourd'hui en reconnaître les limites, et il faudra y remédier. Ne serait-ce qu'en autorisant la création de listes bilingues tout en maintenant, pour ceux qui le souhaitent, la possibilité de proposer des listes unilingues. À Belfast, où il fallait également assurer une représentation suffisante de catholiques et de protestants, on a bien dû accepter le fait que certains Irlandais étaient athées. Fallait-il les forcer à choisir un camp ?

Dans l'attente d'une adaptation des règles électorales, on pourrait à tout le moins espérer que chacune des « familles » politiques traditionnelles présente à Bruxelles un seul programme électoral (socialiste, ou libéral, ou écologique, ou chrétien-humaniste) établi en commun entre francophones et néerlandophones d'une même orientation politique, plutôt que

d'imposer à l'électeur huit (!) projets monocommunautaires distincts et en partie conflictuels. La population est en droit d'attendre que les responsables politiques élaborent entre eux, au sein de chaque famille politique, des propositions constructives de compromis dans les domaines régionaux et communautaires, plutôt que d'attiser la discorde en allant aux élections sur base de surenchère unilatérale. Bruxelles ainsi monterait la voie d'une culture politique digne du XXI^e siècle : celle où le projet politique d'une Région doit intégrer toutes ses composantes.

Cette demande va-t-elle être entendue ? On peut en douter. Les nouvelles en provenance des partis traditionnels ne donnent guère d'indication en ce sens. Plus fondamentalement, leurs principaux dirigeants ont été portés au pouvoir dans la dynamique des conflits communautaires, ce qui a bien souvent favorisé au sein de leurs groupes respectifs ceux dont le radicalisme linguistique était le plus visible.

Malgré cela, il faut espérer que cette demande sera entendue. À défaut, la société civile aura-t-elle d'autres choix que de prendre ses responsabilités à l'écart des formations politiques traditionnelles ? ■

(1) www.etatsgenerauxdebruxelles.be

(2) www.manifestobru.be

(3) www.bruxsel.org

Aux Bruxellois de choisir entre la Flandre et la Wallonie

Joseph Henrotte

Ancien responsable du service d'études de la CCMB (Centrale chrétienne des métallurgistes de Belgique), ancien secrétaire politique du Rassemblement wallon, fédération de Liège

Depuis que la Belgique existe, les travailleurs wallons ont produit des millions de tonnes de charbon, d'acier, de cuivre, de zinc, de pierres, de verre, de chaux, de ciment, de blé, de viande ou de betteraves et bien d'autres choses encore qui ont principalement servi à enrichir la finance bruxelloise (Société Générale, GBL et autres) et à alimenter les caisses de l'État belge.

La Wallonie était en 1914 la troisième puissance industrielle du monde (en chiffres absolus !). Elle a subi depuis lors une véritable exploitation de type colonial. Les énormes profits générés par ses ressources et son travail ont servi à financer l'industrialisation de la Flandre et l'équipement de Bruxelles condamnant le sud du pays à un profond déclin économique.

Certes, ces investissements étaient en partie justifiés : la Flandre était sous-industrialisée, le chômage y était endémique et les salaires inférieurs. À la longue cependant, il apparut clairement que la motivation réelle des nationalistes flamands était d'appauvrir la Wallonie pour prouver leur supériorité et tenter de liquider on ne sait quels complexes. En effet, dès 1950, quand les déséquilibres de développement régional ont commencé à s'inverser, au lieu d'inverser les priorités d'investissement, on a continué de plus belle à investir en Flandre et à saboter les dossiers wallons.

La Belgique unitaire a ainsi assisté passivement si pas contribué à la mort des charbonnages et à la dégradation du tissu économique traditionnel de la Wallonie sans assurer la reconversion et en continuant à favoriser la Flandre. Jamais hélas, durant ces années, on n'a entendu une voix flamande, pas même de gauche ou syndicale,

pour réclamer une gestion économique plus équitable.

Le plus triste est que cette politique honteuse a été menée avec la complicité coupable de la bourgeoisie francophone. Et du fait du « réalisme » des politiciens francophones, socialistes, sociaux-chrétiens et libéraux, à l'époque des partis unitaires, les intérêts wallons n'étaient pris en charge par personne. Inconscience ou simple manque de courage politique ?

Il fallut attendre les années 70 et la création du Rassemblement Wallon pour assister au réveil politique de la Wallonie. Celui-ci déboucha sur une « régionalisation » qui a permis aux Wallons de décider (un peu) eux-mêmes en matière économique. Malgré des moyens financiers réduits et des capacités de gestion embryonnaires, on a vu des dizaines de « canards boiteux » bénéficier enfin d'une aide attentive et réapprendre à bien marcher. On a vu les investissements belges et étrangers augmenter rapidement, les exportations wallonnes se redresser et le nombre de créations de PME se multiplier. Si la régionalisation actuelle a déjà permis cela, c'est à coup sûr dans le sens d'une plus grande autonomie que la Wallonie doit encore avancer. Mais que faire de Bruxelles ?

Les élites financières et politiques bruxelloises sont largement responsables du déclin de la Wallonie. Ce lourd passif doit-il amener les Wallons à se désintéresser de la capitale de cette Belgique à laquelle ils ont cru si longtemps ? Je ne le crois pas.

Bruxelles est la vraie capitale économique de la Wallonie. C'est là que depuis longtemps sont concentrés son pouvoir financier, la direction de ses grandes entreprises ainsi que nombre de ses élites culturelles et scientifiques. Tous les économistes mettent en évidence le rôle crucial des villes internationales comme moteur de développement dans l'économie mondialisée. Une union économique Wallonie-Bruxelles apporterait un changement important de dimension et de visibilité à l'économie wallonne.

Depuis un certain nombre d'années les Bruxellois commencent à voir la réalité du nationalisme flamand et à s'interroger sur la vraie fonction de leur ville. Par ailleurs, le fait que depuis plus de quarante ans, les partis politiques, les syndicats, les associations et groupements professionnels, culturels, sportifs ou sociaux sont organisés sur une base communautaire en réponse aux exigences flamandes d'autonomie culturelle a favorisé le rapprochement et ouvert la perspective d'un destin commun.

Une des clés de l'avenir institu-

tionnel est la suivante : que veut la population francophone de Bruxelles ?

Sa bourgeoisie va-t-elle continuer à se bercer d'illusions en se révant la classe dirigeante d'une Belgique mythique ? Ou bien verra-t-elle qu'elle n'exerce en réalité du pouvoir que sur la Wallonie et qu'à ce titre elle est largement responsable de son déclin passé et de son développement futur ? Si la lucidité et le sens des responsabilités l'emportent et si Bruxelles accepte de se lier étroitement à la Wallonie, les conséquences pour eux et pour nous seront considérables et notre avenir meilleur.

Quant à la masse des Bruxellois, Belges ou immigrés, son avis sera déterminant.

Outre leur attachement à la langue française, ils se souviendront de leur famille vivant en Wallonie et de ce qu'ils doivent au peuple wallon sur le plan social et culturel.

La bourgeoisie de Bruxelles va-t-elle continuer à se leurrer en se révant la classe dirigeante d'une Belgique mythique ?

Aujourd'hui, sous la pression du patronat, les nationalistes flamands réorientent leurs exigences institutionnelles vers le domaine socio-économique, revendiquant de nouvelles compétences et la récupération des soi-disant transferts de la Sécurité sociale, dans le but de pouvoir mener une politique de droite.

Les francophones devraient profiter de cette demande flamande de réforme de l'État pour accroître leur autonomie tout en négociant de nouvelles règles de financement. Car le rôle des états va devenir, avec la crise financière, de plus en plus crucial et important.

1. Il faut accepter la proposition flamande d'une confédération d'États largement indépendants conservant, si possible, certains intérêts en communs et des mécanismes de solidarité.

2. Pour y arriver, il faut aussi accepter l'exigence flamande d'une négociation à 2, de communauté à communauté linguistique.

3. Préalablement, il faut régler la question de Bruxelles. Une solution simple serait de poser de poser par référendum aux Bruxellois la question suivante : « *Duquel des deux futurs États souhaitez-vous faire partie ?* » S'ils optent pour la Flandre, ils iront à la négociation dans la délégation flamande et discuteront avec la Flandre de leur futur statut dans l'État flamand. S'ils font, comme je le pense, le choix inverse, ils iront à la négociation avec les francophones. Et on créera entre nous une fédération Wallonie Bruxelles, dont les frontières seront renégociées. Ainsi, nous aurons un État enfin démocratique pour organiser l'économie, assurer protection sociale et répartition équitable des richesses. ■



© D.R.